

Kanaky : il doit finir le temps des colonies

Solidaires exige le retrait du projet de loi élargissant le corps électoral en Nouvelle-Calédonie et la reprise de la négociation avec les représentant-es du peuple Kanak.

Les parlementaires français-es ont adopté cette nuit un projet de loi d'élargissement du corps électoral en Kanaky (Nouvelle-Calédonie). Ce projet de loi s'oppose directement aux revendications du peuple Kanak.

Les manifestations populaires ont fait l'objet d'une répression intense à laquelle participent des colons armés. À l'heure actuelle, les blessé-es se comptent déjà par centaines. Trois manifestant-es ont perdu la vie, ainsi qu'un gendarme. Solidaires adresse ses condoléances à leurs familles et leurs proches.

La situation est grave. Le Haut-commissaire a exprimé publiquement sa crainte d'une guerre civile. Pour Solidaires, ces drames auraient pu être évités en entamant réellement un processus de décolonisation et en respectant l'esprit de l'accord de Nouméa en associant réellement les représentant-es du peuple Kanak.

Le gel du corps électoral prévu par l'Accord de Nouméa (après 4 années d'insurrections) s'inscrit dans cette logique : il s'agissait d'organiser la décolonisation : les électeurs, électrices étaient appelé-es à devenir les futurs nationaux d'une Kanaky souveraine à l'issue d'une période de décolonisation pacifique.

On revient complètement sur cette logique aujourd'hui : élargir le corps électoral comme le gouvernement, la droite et l'extrême droite viennent de le décider n'a qu'un seul but : faire en sorte que les Kanak soient minoritaires au sein de la colonie de peuplement qu'est la Nouvelle Calédonie.

Le gouvernement porte directement la responsabilité des événements. Il doit sans tarder se donner les moyens de restaurer la paix civile, en commençant par retirer le projet de loi constitutionnelle sans délai, et entamer sur le champ des pourparlers dans le respect du droit international et des résolutions de l'ONU qui a inscrit l'archipel sur la liste des territoires « non autonomes et à décoloniser ». L'indépendance est inéluctable : réprimer l'aspiration à la liberté du peuple Kanak est vain et ne conduira qu'à de nouveaux drames inutiles.

Solidaires condamne les propos va-t-en-guerre du Président de la République et du ministre de l'intérieur qui ont instauré l'état d'urgence, un mécanisme hérité de la guerre d'Algérie. Solidaires s'oppose fermement à toute intervention armée sur le territoire de Kanaky, et **soutient les organisations de lutte contre le colonialisme en Kanaky**, en particulier l'Union syndicale des travailleurs Kanak et des exploités (USTKE) et s'investit dans le cadre du collectif français Solidarité Kanaky.